

Manifestation d'anciens rebelles à Bouaké : Et ça recommence !

Écrit par L'Observateur paalga

Mardi, 09 Mai 2017 03:31 - Mis à jour Mardi, 09 Mai 2017 03:34



Quand est-ce que tout cela prendra fin ? Quand on pense que c'est fini, c'est pour que ça reparte de plus belle. Hier lundi 8 mai 2017, plusieurs centaines d'anciens rebelles ivoiriens ont bloqué l'accès sud de Bouaké, foyer incandescent de la rébellion de 2002 qui a fini par emporter Laurent Gbagbo dix ans plus tard.

Quinze ans après, le foyer n'est visiblement pas éteint, mais c'est ceux qui l'avaient entretenu qui se brûlent aujourd'hui les doigts. En effet, la revendication des démobilisés en colère tient en six mots : « On veut notre part du gâteau ». Et ça, ça veut tout dire : il y a un gâteau que les vainqueurs se sont partagé. Sauf que tout le monde n'a pas eu sa portion, même congrue, ne serait-ce que de garba.

Il y a quelques mois déjà, notamment en janvier dernier, des mutineries perlées avaient traversé de nombreux corps de l'armée ivoirienne. Comme toujours, le mouvement d'humeur était parti de cette métropole du Centre de la Côte d'Ivoire, Bouaké, où d'anciens rebelles avaient exigé et obtenu le paiement d'une prime promise à 8 500 éléments des ex-forces nouvelles à raison de 12 millions de F CFA par tête de pipe.

C'est cette libéralité du président Alassane Dramane Ouattara au profit de ceux qui l'avaient fait roi qui avait provoqué le courroux et la convoitise des autres composantes de l'armée qui

Manifestation d'anciens rebelles à Bouaké : Et ça recommence !

Écrit par L'Observateur paalga

Mardi, 09 Mai 2017 03:31 - Mis à jour Mardi, 09 Mai 2017 03:34

réclamaient aussi leur part du gâteau. On se souvient ainsi que les mutineries avaient gagné Yamoussoukro et fait 4 morts ; Man, la grande ville de l'Ouest, Abidjan, la capitale économique, Akouédo... A Bouaké, alors que le ministre de la Défense, Alain Richard Donwahi, était venu négocier, il a été séquestré pendant plusieurs heures pour exiger un engagement écrit du gouvernement de régler les primes ou leur paiement immédiat. Toutes choses qui avaient obligé le pouvoir à cracher au bassinet.

L'éviction, après la première saison de ces révoltes à répétition, du chef d'état-major général des armées, du patron de la gendarmerie et du directeur général de la police n'avait donc pas suffi à éteindre un incendie qui menaçait de consumer le pouvoir et derrière lequel on a toujours vu, à tort ou à raison, la main de Guillaume Soro, qui a donc réussi à conserver son perchoir après les législatives, mais dont l'espoir de succéder à ADO est de plus en plus contrarié. En faisant donc sortir ses anciens éléments, comme on l'en suspecte, il voudrait signifier à qui de droit qu'il conserve intactes les capacités de nuisance qui lui sont reconnues.

Le gouvernement ivoirien, qui a jusque-là fait parler le chéquier, va-t-il parvenir à calmer les croquants qui réclament 18 millions de F CFA par personne et leur intégration dans l'armée ? On peut raisonnablement en douter, car n'étant plus « armés » ou, si vous préférez, sous le drapeau comme les insurgés du début de l'année, il leur sera difficile de faire pression.

Et le fait que les forces de sécurité ont observé, sans intervenir, les manifestants, sacs en bandoulière et protestant comme de simples collégiens, est peut-être la preuve de leur innocuité. Cela dit, le palais de Cocody aurait tort de négliger la révolte des braillards en bandeaux rouges, ne serait-ce que par reconnaissance de leurs bons et loyaux services rendus hier.

M. Arnaud Ouédraogo

L'Observateur paalga